

PAS DE MAÏS OGM NI AU MEXIQUE, NI AILLEURS

(NO QUEREMOS MAÍZ TRANSGENICO
NI EN MEXICO , NI EN OTRA PARTE)

Le gouvernement mexicain vient d'autoriser
des essais de maïs OGM en plein champ.

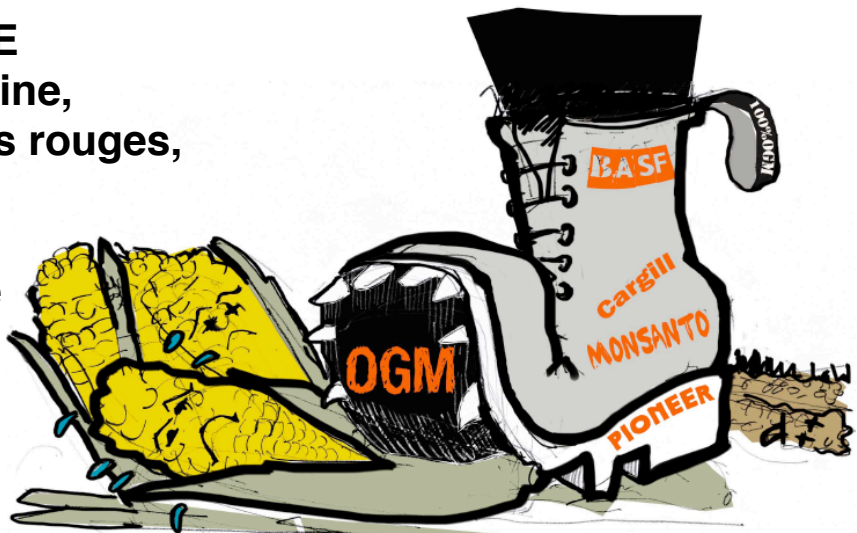
Des mouvements citoyens, paysans et indigènes
s'organisent pour que ces "graines de la dignité"
continuent à être un bien commun
et non un bien privé
entre les mains de Monsanto, Pioneer et Cie

Pour les soutenir, rejoignez-nous
dans le cadre d'un rassemblement festif :

LE SAMEDI 27 MARS
PLACE DU CAPITOLE
À PARTIR DE 11H



AU PROGRAMME
musique mexicaine,
tortillas et haricots rouges,
autels décorés
ballons
prises de parole
puis...
promenade...



signatures :

Collectif anti-OGM31 (Amis de la Terre, Attac, Confédération Paysanne, Faucheurs
Volontaires...), France Amérique Latine, CCFD - Terre Solidaire, Mut Vitz 31, Amis
des Sans Terre Toulouse, Artisans du monde

LE CONTEXTE MEXICAIN

Après onze ans de moratoire, le gouvernement mexicain vient d'autoriser vingt et un essais de maïs OGM en plein champ en faveur des firmes Monsanto et Pioneer qui contrôlent à elles seules 50 % du marché des semences mondiales.

Alors que des contaminations sont déjà avérées dans des provinces reculées du Mexique, ces essais, précurseurs de cultures commerciales de grande ampleur, ne pourront qu'augmenter les risques de contamination et porteront atteinte à l'intégrité des populations tant sur le plan culturel que sur le plan alimentaire.

D'autre part, une fois bien implantées sur place, ces firmes essaieront de s'approprier par des droits de propriété intellectuelle le fond génétique des multiples espèces et variétés natives de maïs. Parallèlement, ils chercheront par des opérations de promotion/séduction, à placer leurs technologies hybrides (OGM ou non) qui rendront les paysans dépendants en les obligeant à racheter leurs semences, au dépens de leur souveraineté alimentaire.

Ces mécanismes de privatisation sont déjà bien rodés et d'une redoutable efficacité.

Toutes ces semences sont le bien commun des communautés qui les ont de tout temps produites et échangées pour aboutir à une biodiversité cultivée d'une extrême richesse, base de l'alimentation mais aussi de la culture des populations.

Elles sont régies par des droits d'usage collectif. Il n'est pas acceptable qu'elles deviennent des biens privés soumis aux seules lois du commerce, au profit de quelques firmes prédatrices qui par leurs stratégies industrielles productivistes sont destructrices de l'environnement, des paysanneries locales et de la biodiversité.

Le maïs mexicain possède une haute valeur symbolique, il fait partie de l'identité des peuples indigènes et de tout le pays. Par une importante mobilisation, les citoyens et les organisations doivent s'opposer à ce crime annoncé.

ICI ET LÀ-BAS, LA VOLONTÉ POPULAIRE EST BAFOUÉE par la collusion entre le pouvoir politique et le monde des affaires.

EN EUROPE, c'est le Président de la Commission Européenne, José Manuel Barroso qui revient à la charge en faveur du maïs MON810, en s'appuyant sur l'avis de l'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments. Or cette Autorité déjà largement contestée par le Conseil des Ministres de l'Environnement de l'Europe, fait encore parler d'elle puisque l'on apprend que Suzy Renckens qui en a été la coordinatrice scientifique pour les OGM d'avril 2003 à mars 2008, s'est retrouvée à un poste clé au sein de la société agro-semencière Syngenta dès mai 2008, soit quelques semaines à peine après avoir quitté son poste de fonctionnaire de l'Union Européenne.

AU MEXIQUE, c'est le Président Felipe Calderon qui, par un décret présidentiel, ouvre la porte du Mexique aux essais OGM, 5 semaines après avoir rencontré Hugh Grant, le PDG de Monsanto au forum de Davos en janvier 2009. Cette rencontre a été facilitée par Bruno Ferrari, directeur de ProMexico, un organisme public chargé de la promotion des investissements et des exportations mexicaines. Or M. Ferrari a été le PDG de la compagnie semencière Seminis, leader mondial des semences potagères, compagnie qui a été rachetée en 2005 par Monsanto.

Cette politique de confiscation du vivant s'accompagne d'une brutale offensive contre les millions de paysans indigènes, qui s'obstinent encore à défendre la terre-mère, la cultivent et la gèrent de façon collective et responsable, refusant sa privatisation. Au Chiapas notamment, les autorités fédérales et le gouverneur Juan Sabines mènent une véritable guerre, invisible mais meurtrière, contre les communautés zapatistes. Des villages sont détruits ou menacés, au nom de la « préservation de l'environnement ». Leur population est harcelée par des groupes paramilitaires, comme tout dernièrement à Bolon Ajaw, ou expulsée par les forces de police (Laguna San Pedro et Laguna Suspiro, à la fin janvier), pour permettre l'installation de sites « écotouristiques », l'exploitation minière ou des cultures pour la fabrication d'agrocarburants. L'EZLN et les nations du Congreso Nacional Indígena, en luttant pour l'autonomie et la dignité, protègent une nature bien conservée et démontrent qu'il est possible de réinventer un art du vivre ensemble, dans le respect et la solidarité. Le slogan « Sin maíz no hay país » s'inscrit dans la continuité de la célèbre revendication de Zapata pendant la révolution mexicaine de 1910 : Tierra y Libertad.

**Il nous appartient de démontrer, ici et par-delà les frontières,
que EL PUEBLO, UNIDO, JAMÁS SERÁ VENCIDO.**